

La question grecque posée à l'Europe

Il a quarante ans. Il est tout sourire. Il a des airs de Che Guevara grec. Alexis Tsipras est l'homme qui vient de dynamiter l'échiquier politique à Athènes. Il est aussi le visage d'une nouvelle gauche dont la large victoire, hier, pourrait bien modifier en Europe le débat sur la crise de l'euro. Et la façon d'en sortir.

Les raisons de son triomphe n'ont rien de mystérieux. Il suffit de lire le bilan social de six ans d'austérité imposée à la Grèce par ses bailleurs. Un Grec sur quatre au chômage. Un salarié sur deux qui gagne moins de 700 €. Un quart de la population sans sécurité sociale. Le PIB qui a chuté de 25 %. Pendant que la dette explosait. Elle était, en 2011, de 120 % du PIB ; elle est, aujourd'hui, au niveau record (et presque létal) de 175 %.

Après tant d'efforts et si peu de résultats, de nombreux électeurs grecs ont estimé que Syriza, le parti d'Alexis Tsipras, était le seul à pouvoir inverser la tendance. Redonner un peu d'espoir. À dire qu'une alternative aux pilules amères de la Troïka (FMI, BCE et Commission européenne) n'était pas seulement européenne. Qu'elle était vitale.

Il y a même eu, apparemment, une prime au changement qui s'est concentrée sur Syriza, dont

le score dépasse les sondages les plus généreux de la veille. Les Grecs n'ignorent rien des méfaits de leur classe politique et de la corruption endémique qui a ruiné leur pays. Ils n'ignorent pas non plus qu'une part consistante des 240 milliards de prêts concédés à leur pays s'est égarée dans la tuyauterie financière. Ils n'en ont pas vraiment vu la couleur.

Bras de fer avec Berlin ?

C'est ce message qui primait hier. Si on additionne le score de Syriza et ceux des centristes, des communistes et du Pasok, une très large majorité du Parlement grec rejette l'accord passé par Antonis Samaras, le Premier ministre sortant, avec la Troïka.

Fort d'un tel soutien populaire, Alexis Tsipras va entamer maintenant sa deuxième bataille. La plus dure. Faire valoir ses thèses auprès de ses créiteurs et de ses partenaires européens. Quoi qu'en dise l'extrême droite française, il n'est pas question d'une sortie de la Grèce de l'euro. Syriza ne le demande pas. Une majorité de Grecs y sont opposés. Et l'Europe, pour des raisons financières, politiques et géostratégiques aurait tout à craindre d'un tel scénario.

Le bras de fer va porter sur l'aménagement du remboursement de la dette grecque. Tsipras a six mois pour le renégocier s'il veut tenir ses nombreuses promesses. Hausse du smic, restauration des conventions collectives, sécu pour tous, indemnités chômage, aides en nature (fuel, électricité, coupons). Un plan humanitaire à 12 milliards. Tsipras l'a promis aux Grecs, mais c'est avec une chancelière allemande très hostile qu'il va devoir négocier.

Comment vont réagir les marchés ? Les inconnues sont nombreuses. D'autant que le défi lancé par Athènes n'est pas uniquement financier, il est aussi politique. Trois jours après les 140 milliards annoncés par Mario Draghi, les élections grecques portent un nouveau coup au dogme de la rigueur à l'allemande.

Il est tôt pour savoir si Tsipras gagnera son pari. Et si son triomphe altérera en profondeur les équilibres au sein de la gauche européenne. Pour autant, ce que les Grecs ont démocratiquement exprimé ne peut rester sans réponse. Ce n'est pas moins d'Europe que préconise Syriza, comme s'empressent un peu vite de le dire les souverainistes. Mais une autre Europe.